

Vol en business pour Francfort

LE MONDE | 03.08.11

Michel Pébereau vole vers Francfort, où il doit déjeuner avec le patron de la Deutsche Bank. Objectif : mettre au point une stratégie pour que Josef Ackermann accepte de briguer la direction du Trésor européen.

Fiction politique

Jeudi 24 mai 2012, aéroport de Roissy - Charles-de-Gaulle.

"Qui est-ce, cet analyste autrichien dont vous m'avez fait passer la note ?", demande Michel Pébereau à son jeune conseiller en s'arrachant au fauteuil du salon VIP. Il doit prendre le vol AF de 9 h 50 vers Francfort.

- Comte Kacper Povichajnsky. Plus un "Mitteleuropäer" qu'un Autrichien. Descendant d'une vieille famille ukrainienne : des diplomates, des musiciens, des mécènes... Mais adapté à son temps : il monnaye ses réseaux auprès des investisseurs, principalement des fonds qui lui achètent ses analyses. C'est la gestion à Londres qui nous fait passer ses papiers.

- Intéressant."

Entré dans l'avion avec la masse des passagers, Jean-Paul Gauzès, assis à la première rangée, somnole, quand il voit arriver l'ancien président de BNP Paribas. Le nouveau passager s'installe à sa droite, laissant un siège entre eux. Ils se saluent. L'ancien juriste de Dexia et l'ex-premier banquier de France ne se seraient probablement jamais connus si le second ne s'était hissé dans le groupe des trois ou quatre députés les plus influents du Parlement européen sur les questions financières. Il y était parvenu grâce à l'appui des élus CDU... et au grand dam de sa consœur UMP Rachida Dati, qui a livré contre lui sa première et dernière bataille de parlementaire européenne. Surnommé "M. Régulation financière", l'élus normand s'était révélé par la suite fin tacticien, sachant résister quand il le fallait mais pas plus qu'il ne le devait aux injonctions parisiennes, jouant à fond l'alliance avec les Allemands, poussant le sens de l'humour jusqu'à aller à Londres parler en français de régulation financière devant des gestionnaires de hedge funds médusés.

"Quelles sont les nouvelles du Parlement ?", demande l'ancien président de BNP.

- Aussi bonnes que possible, monsieur le Président." Au risque de paraître obséquieux, Jean-Paul Gauzès avait pris le parti de conserver à son interlocuteur son ancien titre, comme on le fait de certains ministres. "Les dossiers avancent bien. Mais le climat est lourd.

- Lourd ?

- Marine Le Pen a repris le flambeau pour créer un groupe parlementaire. La présidentielle lui a donné des ailes. Elle fait équipe avec un certain Madlener, un jeune Néerlandais du parti pour la liberté, le PVV. Ils démarchent toute la droite de la

droite. Le FPÖ autrichien les soutient. Les nationalistes flamands du Vlaams Belang leur courent après.

- Elle a une chance ?

- Pas sous cette mandature. Bruno Gollnisch s'y est déjà cassé les dents. Mais elle fait parler d'elle. Elle prépare 2014, quand le Jobbik hongrois et les Vrais Finlandais seront à Strasbourg.

- Hum... D'ici là..."

Le banquier se tourne vers son assistant et lui redemande la note : "Si les dérèglements politiques de l'Europe vous intéressent, je vous recommande cette lecture.

- L'officine de Povisajnsky. On le voit de temps en temps au Parlement. Je me suis toujours demandé pour qui il travaillait.

- Vous lui faites confiance ?

- Ni plus ni moins qu'à d'autres. J'observe qu'il avait vu venir le blocage slovaque, les tiraillements slovènes, la crispation des Finlandais et qu'il donne l'impression de voir clair dans le jeu politique allemand, ce qui est un exploit. Pour la France, il est moins fin. Il était convaincu que Nicolas Sarkozy ne serait pas élu parce qu'il était d'origine juive hongroise. Enfin, je le crois au moins sur un point : l'effet de contagion des populistes sur la droite classique. Que Dieu me pardonne, monsieur le Président, mais j'ai été frappé par une coïncidence dans le dernier discours de Marine Le Pen.

- Vous avez de drôles de lectures, Jean-Paul.

- Un vieux réflexe d'avocat. Pour combattre un ennemi, il faut le connaître. Regardez."

Le député tend à son voisin un paragraphe surligné :

"Ne croyez pas les apôtres autoproclamés de la Pax europeana qui nous annoncent la catastrophe si nous dénouons le pacte faustien de la monnaie inique. Il est temps, au contraire, de refonder une nouvelle entente franco-allemande. Croyez-moi : à Berlin des gens sont prêts à repartir sur de nouvelles bases. Mes chers amis, comme aurait pu le dire le général de Gaulle : il faut quitter l'euro avant qu'il ne nous quitte..."

Reprenant le papier que son voisin lui tend du bout des doigts, le député poursuit : "Eh bien, figurez-vous que j'ai entendu la même soi-disant citation du général dans la bouche d'un député CDU aux dernières rencontres du PPE. J'ai fait vérifier et vous savez quoi ?

- Oui, elle est fausse, je sais. "Et quant au pouvoir en tout cas, je ne saurais quitter les choses avant qu'elles ne me quittent." "Le Salut"", cite de mémoire le banquier.

- Là, vous m'impressionnez, monsieur le Président.

- Ces gens ne respectent rien, pas même la mémoire du général de Gaulle. Mais ne faites pas trop grand cas de ces coïncidences, Jean-Paul. L'important est de tenir la ligne, coûte que coûte. Qu'allez-vous faire à Francfort, si je peux me permettre ?
- Werner Langen m'a invité pour le week-end. Il baptise sa petite-fille. On a un peu de travail sur CRD 4.
- Langen ?
- Un député du Palatinat. C'est lui qui s'est occupé du règlement sur les produits dérivés. C'est un confrère peu commode. Il a des sautes d'humeurs imprévisibles. Mais enfin, avec force et diplomatie, on peut arriver à le convaincre.
- Je pensais qu'il y avait une vraie alliance entre élus français et allemands.
- Dans un sens, oui. Les Britanniques qui sont moins nombreux, s'avèrent nettement plus redoutables. Mais en politique, comme dans les couples, une alliance s'accommode de petits différends. Et puis les Allemands ont leurs contraintes. En réalité, depuis que Mme Merkel a fait alliance avec les libéraux, ils flottent littéralement. Généralement, ils ne sont d'ailleurs pas d'accord avec Merkel, soit parce qu'elle en fait trop, soit parce qu'elle en fait pas assez.
- Leur position sur l'euro, honnêtement, Jean-Paul, c'est à n'y rien comprendre.
- C'est pire que cela, monsieur le Président. En même temps qu'ils tirent sur Merkel et s'étripent avec les libéraux, ils se préparent à une future alliance avec Die Grünen, les Verts. Au Parlement, c'est tout à fait net. Du coup, la CDU, Langen compris, accepte toutes sortes d'amendements des écologistes. L'UMP passe en second ! Mais les heurter de front ne sert à rien. Il faut juste parfois tenter de les raisonner un peu. Si je n'avais pas freiné Langen qui voulait passer en force, on serait toujours en train de négocier le règlement sur les produits dérivés. Dieu merci, au conseil des ministres, la présidence polonaise a joué le jeu et on a pu clouer le bec aux Britanniques.
- Nous comptons sur vous, Jean-Paul. Quoi qu'il arrive, ne vous laissez pas détourner ni décourager. Ce que vous faites est très précieux. Très important."

Que ou qui désigne exactement ce "nous" ? Sentant que ces recommandations paternelles sont autant destinées à conclure l'entretien qu'à éclairer sa lanterne, le député se tourne du côté du hublot. En contrebas, la masse vert sombre du Taunus se détache comme une île perdue dans l'entrelacs des vallées du Rhin et du Main. La descente sur Francfort a commencé.

Midi. La grosse cylindrée noire envoyée par la Deutsche Bank file à toute allure sur la voie de gauche de l'autoroute en direction du centre-ville. Assis à l'arrière, Michel Pébereau doit absolument faire un point sur l'opération Crédit agricole. Josef Ackermann va certainement vouloir aborder la question pendant leur déjeuner. Il a eu beau faire savoir au président de Deutsche Bank que lui n'avait plus de responsabilité opérationnelle, il lui est difficile de ne pas faire passer de messages.

"Vous me prenez pour un sot ? Ackermann est parfaitement au courant que l'assemblée générale est le 20 juin. Ce qu'il veut savoir, c'est si les caisses consentiront à l'échange", s'énerve-t-il dans son portable.

BNP Paribas a proposé un deal sur mesure aux actionnaires. En trois temps. D'abord un échange d'actions de la banque aux étoiles contre les 25 % de la holding de tête, CASA, dans les caisses régionales. Puis, à partir de 2013, l'entrée des caisses elles-mêmes au capital du groupe BNP qui les intègre alors dans sa structure, multipliant ainsi par quatre ou cinq sa surface dans les services de détail et la gestion des dépôts des particuliers, où elle est passablement faible. Pour finir, la structure faïtière disparaît, après la vente de la banque d'investissement à Deutsche Bank, le nettoyage des filiales et leur intégration à BNP.

Face aux injonctions du Trésor, la direction parisienne de CASA a vite baissé la garde. Mais la complexité de l'opération effraye les caisses régionales. Or, sans elles, rien n'est possible. Certaines se sont plaintes aux députés et à l'Élysée du démantèlement du groupe. Il reste moins d'un mois avant l'AG extraordinaire décisive. Deutsche Bank est partante pour jouer son rôle, à condition de ne pas être entraînée dans un cauchemar procédurier. "Une date, un prix. C'est tout ce que veulent mes actionnaires", lui a toujours dit Josef. Or il n'a rien de tangible à lui livrer.

L'ancien directeur du Trésor est surtout venu parler de l'euro. Une fois de plus. Il veut mettre au point avec son ancien homologue une stratégie commune en vue des négociations qui vont s'ouvrir au sein du Club de Kirchberg. Il veut surtout l'encourager à se porter candidat à la tête du Trésor européen que la pusillanimité des dirigeants politiques a amené à baptiser Mécanisme de stabilité européen. Ackermann quitte Deutsche Bank en 2013. C'est l'homme de la situation. Arrivé devant les portes coulissantes de la tour Deutsche Bank, Michel Pébereau se retourne vers son collaborateur :

"Vous avez fait envoyer le message pour l'anniversaire de Baudouin ?

- Oui, monsieur le Président.

- Très bien. A tout à l'heure, alors."

"Le Monde" rappelle à ses lecteurs que les situations, les faits et les chiffres rapportés dans cette fiction sont imaginaires et ne doivent pas être pris comme l'expression d'une réalité.

Philae